



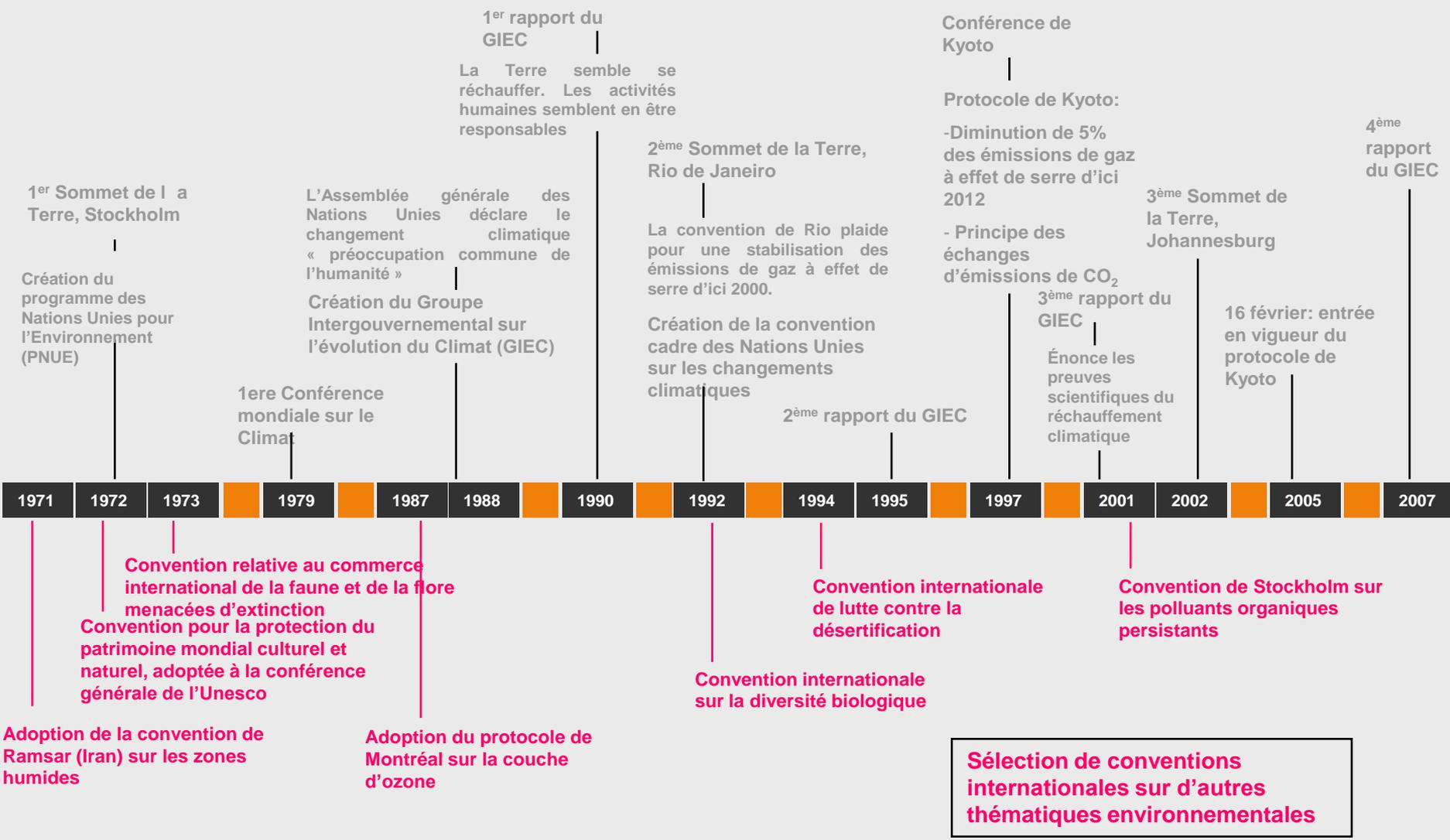
Considération internationale pour le climat : de Stockholm à Copenhague



Ministère de l'Environnement, de la Conservation
de la Nature et du Tourisme

19 août 2010

Les réponses avancées au niveau international



0. INTRODUCTION

Entre la CNUE (1972) et le sommet de Copenhague (Déc 2009), des nombreuses négociations internationales ont été engagées aboutissant à des accords plus ou moins satisfaisants:

- Protocole de Montréal sur la protection de la couche d'Ozone = Réussite exemplaire
- Changements climatiques et biodiversité= plutôt décevantes

- Les ambitions affichées et les retombées concrètes des accords traduisent les difficultés de la gouvernance mondiale de l'Environnement.
- Grand nombre de pays signent les textes,
- L'effectif s'amenuise à l'étape de la ratification et surtout à celle de l'application.

1. 1972 - Déclaration de Stockholm : les prémices d'une gestion internationale du climat

- Adoption par la CNUE de la Déclaration de Stockholm qui contient les premiers grands principes d'une gestion rationnelle de l'environnement compatible avec le développement économique;
- Création du PNUD pour aider les pays en développement dans leur stratégie de croissance.

2. 1988 – Création du Groupe d'Experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

- Créé à l'initiative de l'organisation météorologique mondiale (OMM) et du programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le GIEC a pour objectif d'évaluer les informations scientifiques, techniques et socio-économiques disponibles en rapport avec la question du changement climatique d'origine humaine.
- GIEC, lieu d'expertise visant à synthétiser des travaux menés dans les laboratoires du monde entier.

3. 1992 - Sommet de la Terre (Rio, juin 1992, CNUED) :

Emergence de la notion de développement durable

- Résultats en trois volets :
 - Agenda 21, un plan détaillé d'action mondiale dans tous les domaines du développement durable; (financement, aide aux pays en développement, transferts de technologies, océans et ressources maritimes...).

- Déclaration de Rio définit les droits et les responsabilités des Etats en matière environnementale et
- la gestion durable des forêts à l'échelle mondiale.

La Déclaration de Rio reconnaît trois grands principes : 1) principe de précaution, 2) principe des « responsabilités communes mais différenciées » (responsabilités partagées par l'ensemble de la communauté internationale mais soutien financier et technique nécessaire aux pays en développement), et 3) principe du droit au développement.

A l'issue des négociations, la CCNUCC a été adoptée par les Etats membres.

4. 1997 - Protocole de Kyoto : premiers objectifs chiffrés

Premiers objectifs chiffrés de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour chacun des Etats parties, pour la période 2008-2012.

Pays OCDE, 5,2% en moyenne par rapport à leur niveau de 1990.

Mise en place de mécanismes de flexibilité, qui passent notamment par l'instauration de permis d'émissions négociables entre pays



- Entrée en vigueur du PK en 2005
- Divergences entre pays industrialisés et pays en développement,
- Pays en développement exemptés de tout engagement afin que leur développement économique ne soit pas remis en cause
- Divergence à la base de la non ratification de la CCNUCC malgré la signature des USA

5. 2007 - Conférence de Bali : en route vers Copenhague (Déc 2007)

- Objectif de la conférence de Bali : réduire de 25 à 40% les émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés d'ici 2020 par rapport à 1990.
- Adoption de la « feuille de route de Bali » qui met en place un processus de négociation incluant pays industrialisés et pays en développement.
- Conduire en 2009, à un accord global sur la lutte contre le changement climatique pour la période s'ouvrant après 2012 .
- Réticences et refus par certains pays, dont les Etats-Unis des engagements chiffrés
- Efforts demandés aux pays émergents.

6. Décembre 2009 – Sommet des Nations Unies sur les Changements Climatiques à Copenhague

- Absence de consensus entre pays réunis pour conclure un accord post 2012,
- Adoption d'un texte juridiquement non contraignant, mis au point par les Etats Unis et quatre pays émergents : la Chine, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud.
- Nécessité de limiter le réchauffement planétaire à 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle
- Aucun engagement chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre

- Engagement collectif des pays industrialisés à apporter les ressources nouvelles aux pays les plus vulnérables d'un montant total de 30 milliards de dollars sur trois ans (2010 – 2012), pour l'adaptation des pays en développement
- Ce montant sera porté progressivement à 100 milliards de dollars américains par an en 2020 dont 20% seront alloués aux forêts et 40% à l'Afrique.
- Poursuite du processus de négociation par des réunions intermédiaires, en avril, juin, août 2010 à Bonn, en octobre 2010 à Tianjin/Chine et une nouvelle conférence, fin 2010, à Cancun/Mexique

Les grandes problématiques et les enjeux pour la RD Congo

- **1. atténuer les effets du changement climatique**
 - **Exiger une diminution des émissions globales pour maintenir le réchauffement en dessous des 1,5°C à 2°C**
 - Problématique 1: les responsabilités historiques ne représentent « plus que » 40% des émissions mondiales actuelles
 - Problématique 2: comment donner aux pays les moyens de réduire leurs émissions sans que ça se fasse au détriment d'un pays comme la RDC
 - Exemple: taxe carbone

- Problématique 2: quelles sources, quels canaux de financement et quel respect de la souveraineté nationale dans le choix du modèle de développement
 - Exemple: privatisation systématique des services comme l'eau, l'électricité?
- Enjeu RDC: élaborer une stratégie intégrée au service du développement durable
 - Saisir les opportunités d'atténuation pour capter la manne financière et gagner en crédibilité
 - Exploiter les leviers « gagnant-gagnant » quand adaptation et atténuation riment réduction de la pauvreté et contribution aux OMD

- **Mettre en place un système MRV fiable**
- **Problématique 3: comment saisir les opportunités financières liées à l'atténuation sans se mettre à risque (engagements volontaires, paiements aux résultats etc.)**

2. s'adapter aux effets du changement climatique

- **Exiger les moyens financiers extérieurs pour préparer le pays et compenser les pertes d'opportunité**

- Problématique 1: volume, prévisibilité, accessibilité des fonds:
- Problématique 2: quelles sources, quels canaux de financement et quel respect de la souveraineté nationale dans le choix du modèle de développement

**La REDD dans les négociations:
enjeux, problématiques et
perspectives**



- **REDD+:** un mécanisme international en discussion sous la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et qui cherche à rémunérer les efforts des pays forestiers tropicaux qui s'engagent à réduire la déforestation et la dégradation sur leurs territoires, à conserver leurs forêts et à augmenter les stocks de carbone.
- **Déforestation responsable** d'environ 20% des émissions des GES et engendre des nombreux problèmes environnementaux: perte de la biodiversité, réduction de fertilité des sols, dégradation des cycles hydrologiques.

- En 2005 à Montréal, la Papouasie Nouvelle Guinée et le Costa Rica propose « mesures incitatives pour réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant de la déforestation dans les pays en développement »
- 2007: Le 4^e rapport du GIEC détermine que la déforestation est responsable de 18-23% des émissions de GES au niveau mondial
- Appui des pays de la COMIFAC et création de la Rainforest Coalition (Bassins du Congo, Amérique Latine, Asie du Sud-Est Pacifique)

- Les autres « formes de REDD »:
 1. RED : réductions des émissions liées à la déforestation (Montréal et Nairobi 2005-2006);
 2. REDD : réductions des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (Bali 2007) ;
 3. REDD+ : REDD et inclusion des activités d'augmentation des stocks de carbone en forêt, de la conservation et de la gestion forestière durable (Bali et Poznan 2007-2008)
 4. REDD++: REDD+ et inclusion de l'usage des terres à usage notamment agricole

REDD+: problématiques et points d'achoppement



- Approche nationale ou sub-nationale?
- Sauvegardes et conversion des forêts?
- Scénario de référence et Facteur d'Ajustement au Développement?
- Engagements chiffrés?
- Fonds publics ou marché carbone?
- Financements crédibles, suffisants, prévisibles, cohérents, labélisés?

- Gouvernance des financements REDD: canaux et modalités existantes ou Fonds sous la COP?
- Le véritable coût de la REDD et le financement des politiques et programmes habilitants?
- Utilisation du mécanisme REDD par les pays industrialisés comme un outil de compensation de leurs émissions, sur le modèle MDP.

REDD+: Enjeux

- Respect des droits des communautés locales et indigènes,
- Améliorer la gouvernance forestière, la protection de la biodiversité, le partage équitable des bénéfices, la réduction de la pauvreté, etc.
- Mettre en place des projets REDD dans les zones rurales, zones qui font souvent l'objet de peu de financement dans le cadre des projets de développement et qui pourront bénéficier des apports financiers REDD.

REDD+: Partenariat intérimaire REDD

- Accord trouvé sur un plan de travail d'activités, incluant:
 - Développement d'une base des données sur le financement, les actions et les résultats des activités REDD+;
 - Développement d'un rapport indépendant sur les écarts et chevauchements financiers;

- Développement d'un rapport indépendant sur l'efficacité des initiatives multilatérales REDD+, et
- Promotion du Mécanisme de partage d'expérience acquises !(Promotion des bonnes pratiques et la coopération entre les partenaires)
- Elaboration par les pays en développement d'un échéancier de travail à moyen terme pour donner suite aux activités de court terme; il devrait être entériné à Cancun.

REDD+: Réunion de Bonn du

02 au 06 août 2010 UNFCCC AWG-2010/8 Chapitre IV:

- REDD+ a été réouvert aux discussions sur demande de la Bolivie et de l'Arabie Saoudite
- Ce texte qui était presque prêt et assez propre (sauf sur les questions nationales et infranationales, NAMAS, MNV et finance) est devenu comme un texte de première lecture
- Le texte aura deux options:
 - Texte avec amendements proposés;
 - Texte original tel que présenté dans le chapitre IV.

- Stratégie de la Bolivie est de ne pas avoir un mécanisme REDD+ qui a accès au marché.
- La Bolivie a fait des propositions intéressantes:
 - établir des critères d'éligibilité pour recevoir des financements;
 - provision de transfert des technologies et de financement par les Parties de l'Annexe 1

- La stratégie de l'Arabie Saoudite est de prendre en otage le texte sur la REDD+ en demandant que la question de la capture et la séquestration du carbone dans les couches géologiques profondes soit considérée au même titre que la REDD+

CONCLUSION

GENERALE

- Une réponse politique globale émerge en dépit de nombreuses difficultés
 - Depuis Stockholm (1972) et Rio (1992), une dynamique en marche
 - Le Protocole de Kyoto, premier pas contraignant dans le cadre de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
 - Copenhague, l'impossible aboutissement de la feuille de route de Bali
 - Une priorité politique mondiale qui s'impose progressivement à d'autres thèmes centraux et les remodèle, comme l'économie, la finance, le commerce ou encore les relations internationales



- Dans les faits, une transformation déjà engagée par de multiples acteurs
 - Une priorité de tous les pays développés et émergents qui structure les plans nationaux de sortie de crise
 - Un tissu économique et social modelé par les investissements et les développements technologiques, les besoins en compétence, l'évolution des modes de consommation...

- Une véritable transformation des modes de vie en cours, plus ou moins accompagnée dans les pays pionniers, et sans doute très largement subie dans les pays les moins avancés
 - Devant la profonde transformation en marche, une nouvelle fracture risque d'apparaître entre les pays qui auront su anticiper et gérer la dynamique, et ceux qui subiront les impacts désastreux sans saisir les opportunités d'une « nouvelle donne »



**Merci pour votre
attention soutenue**